Infos et analyses sur les luttes sociales émancipatrices à Caen et ailleurs.

L'écho des luttes

Indépendant et apériodique. À diffuser sans modération.

#19 - 5 novembre 2026

Édito

Les journées du 5 novembre et du samedi 7 doivent constituer un tournant. La mobilisation doit être plus massive et très déterminée. Des secteurs doivent entrer en lutte sur leurs propres revendications salariales, statutaires, budgétaires. Des blocages impactant l'économie doivent éclore. Salarié-e-s du public et du privé, précaires, retraité-e-s doivent rejoindre les lycén-ne-s et les étudiant-e-s qui ne peuvent porter la lutte seul-e-s pendant des mois. **Les enjeux humains, sociaux et politiques sont énormes. Il en va de l'avenir de toutes et tous. Nous n'obtiendrons rien sans devoir l'arracher par la force de la lutte.**

QUELQUES RÉFLEXIONS TACTIQUES SUR NOS MANIFS

Les trois premiers actes du mouvement actuel nous ont montré que la colère sociale est extrêmement prégnante et que nous avons le nombre malgré la surveillance et la violence de la répression. Toutefois, si nous avons le nombre, force est de constater que nous pêchons par notre organisation, certes spontanée et difficilement anticipable par la préfecture, mais relativement contrôlable du fait d'un manque de stratégie, de coordination et de perspectives d'objectifs.

On estime donc qu'il nous manque plusieurs choses :

1. De l'organisation collective et de la rapidité : ces dernières semaines ont montré que le dispositif policier en place, malgré ses limites, était en capacité de nous déjouer et de nous empêcher de braver les zones interdites de manifestation décidées par la préfecture. Pourtant, en faisant preuve de réactivité et en divisant les cortèges, il est parfois possible de déborder les flics. Cela implique une certaine forme d'organisation qui peut varier : banderoles de têtes, flyers pour annoncer l'initiative, appels vocaux ou au mégaphone etc.

2. De la communication : les cortèges manquent cruellement de circulation d'informations notamment concernant la disposition des flics pour orienter un cortège ; errer de manière aléatoire en ville sans savoir anticiper peut amener à des situations compliquées, en se faisant repousser là où cela arrange le pouvoir. S'assurer de la véracité de certaines infos grâce à des groupes mobiles capables de communiquer et les relayer massivement dans le ou les cortège(s) peut s'avérer être déterminant.

3. De la solidarité : il existe déjà des outils collectifs (antirep, médics, etc.) et, bien entendu, nous n'aurons pas toutes et tous les mêmes envies d'actions, les mêmes capacités physiques, mais c'est en restant solidaires qu'un cortège devient plus solide. Rester en retrait d'une zone d'affrontements, c'est rester aussi à proximité afin de sécuriser un périmètre, obliger à étendre le dispositif policier et donc réduire les risques d'interventions et d'interpellations.

4. De la protection : se protéger de la répression, c'est s'équiper collectivement et c'est savoir reculer si nécessaire mais aussi être offensifs. Monter des barricades, ce n'est pas que du folklore, c'est se protéger d'une future charge, c'est ralentir la circulation des flics. La mobilité, dans certaines situations, peut être le maître mot. Mais se protéger, c'est aussi sentir, quand nous ne sommes plus que quelques centaines et que la situation ne nous est pas favorable, qu'il est plus opportun de se disperser de manière sécurisée, pour éviter des interpellations et revenir, aussi nombreux-ses et déterminé-e-s la fois suivante. Organisons-nous pour terminer les manifestations sans laisser les dernier-e-s isolé-e-s face à la police.

5. De l'adaptabilité : nous l'avons vu le 31 octobre, la Préfecture a su nous isoler dans un secteur de la ville qu'elle savait pouvoir maîtriser de par ses moyens de surveillance de masse (caméras, drone, etc.) et sa capacité à verrouiller les accès au centre-ville en se déplaçant latéralement sur ses accès. Dès lors, il apparaît nécessaire d'anticiper ces situations et de savoir détourner le parcours de nos manifestations avant de s'engouffrer dans ce qui s'avère être un traquenard pour museler toute capacité d'action. S'adapter nécessite aussi de bien connaître l'environnement urbain, les dispositifs de surveillance (https://sunders.uber.space)… **Tout ne s'improvise pas et se préparer en amont est nécessaire.**

Ce ne sont ici que quelques pistes de réflexion concernant les aspects à travailler dans tout mouvement social afin de créer des automatismes nécessaires, d'autant plus importants dans un mouvement auto-organisé mais dépourvu d'espaces de rencontre et d'organisation. Ce que nous gagnons en liberté d'action ne doit pas se perdre en incapacité à produire un rapport de force. Notre espace est la rue et le pouvoir tente de nous en déposséder en sécurisant les centres-villes pour nous en exclure. Les multiplications d'arrêtés d'interdictions de manifester et les interpellations systématiques et violentes ne sont que la partie émergée de l'arsenal répressif utilisé par l'Etat, comme il l'a déjà fait par le passé. En parallèle, l'arsenal juridique s'étoffe (notamment avec le projet de loi dit « casseurs-payeurs »), les poursuites judiciaires et condamnations sont extrêmement féroces et des outils de contrôles commencent à apparaître comme les interdictions individuelles reçues par plusieurs dizaines de personnes dans toute la France.

Le gouvernement joue la carte du pourrissement et de l'essoufflement, semaine après semaine. **Résistons !**

ÉLARGIR LE MOUVEMENT

C'est une question VITALE ! Les braves Gilets Jaunes (nous avons été des leurs, ils et elles sont des nôtres, à jamais) se sont battu-e-s durant des mois à quelques centaines de milliers, les manifestant-e-s contre la réforme des retraites de 2023 ont été des millions à arpenter les rues durant des mois. Des miettes ont été obtenues. Au prix du sang et des emprisonné-e-s. Mais **seuls les moineaux se contentent de miettes…**

Nous connaissons, de prés ou de loin, depuis longtemps ou depuis peu, le violent pouvoir capitaliste et bourgeois, qui nous fait face, nous écrase et s'engraisse de notre écrasement collectif...

Nous sommes des dominé-e-s et des exploité-e-s, de tous âges, professions, genres, couleurs de peaux (ou couleurs d'yeux ou de cheveux, quelle importance, à par pour les cons et les connes ?).

Cela nous a appris des choses précieuses. **L'offensivité, pendant des mois, à quelques centaines de milliers et la passivité marcheuse, pendant des mois, à plusieurs millions ne font pas plier celles et ceux qui nous oppriment.**

Reste, donc, à essayer l'offensivité à plusieurs millions pendant des mois. Plus facile à écrire qu'à faire. Nous en convenons.

Les occasions de faire l'expérience de ce genre de puissance collective sont rares. Les obstacles nombreux : le pouvoir politique et celui, brut et brutal du fric, les médias et leur morale aisée et satisfaite pour celles et ceux d'en bas, la répression, l'enchaînement à la survie quotidienne sous le règne capitaliste (la forme moderne de l'esclavage), la résignation individuelle et collective qu'on sait si bien nous vendre comme vertu patriotique

Le pouvoir roule des mécaniques et pourtant, il tremble, on voit bien qu'il tremble et **nous tremblons, nous aussi, face à lui, devant les vastes possibilités de notre propre puissance collective**. Il a peur que nous le renversions. Il a raison. Nous pourrions le faire si nous le voulions, si nous n'avions vraiment plus le choix, si nous osions, si nous avions des idées plus précises et une multitude de formes d'auto-organisation sociale plus développées et coordonnées sur lesquelles appuyer un projet de transformation sociale.

Bon, la révolution n'est probablement pas pour demain mais là il tremble. Alors, **c'est probablement un bon moment pour s'engouffrer dans la brèche, pour lancer des grèves, sectorielles ou localisée, pour les salaires, des embauches supplémentaires, des hausses de budget, la titularisation des précaires**… Pour faire circuler aussi des idées de **partage des richesses** (que nous produisons) en taxant les grandes entreprises et les gros capitalistes (qui les volent) et des idées de **partage du travail** (dont on crève à petit feu quand on en a un et dont on crève à petit feu quand on en a pas) afin de **travailler tous et toutes mais mieux et donc MOINS.**

Et, puisque apparemment, il faut être des millions, parlons nous, parlons à nos collègues, à nos ami-e-s, à nos voisin-e-s, à nos amoureux-euses, à la famille, aux inconnu-e-s. **Faisons nombre. Devenons ingouvernables. On a tous et toutes le droit de marcher dignes et libres sous le soleil.**

PAIX AUX CHAUMIÈRES ET GUERRE AUX PALAIS !

POUR CHOPER LES INFOS MILITANTES LOCALES :

Depuis plus de 20 ans, resistances-caen.org fait le recensement des rendez-vous militants et des luttes locales. Pour suivre l'activité locale, n'hésitez pas à consulter le site https://resistances-caen.org et à les informer des événements à venir en les contactant à resistances-caen@riseup.net

SURVOL DE LA RÉPRESSION :

Au national : plus de 5 000 GAV avec 2 000 Comparutions Immédiates et **plus de 300 incarcérations déjà prononcées !** Des milliers de personnes seront poursuivies dans les semaines et mois à venir. **À Caen,** la Préfecture a annoncé **55 interpellations** (dont 43 convocations ultérieures pour des procédures judiciaires ou alternatives aux poursuites) **et des détentions provisoires**. Des enquêtes sont également en cours et on peut craindre de nouvelles interpellations à venir. **À noter aussi les nombreux témoignages reçus d'intimidations, humiliations ou atteinte au droit de se défendre… De nombreuses personnes auront besoin de la solidarité collective (symbolique, psychique, matérielle, financière, etc).**

Darmanin et Nuñez l'ont annoncé, les flics pourront déployer de nouveaux moyens pour identifier des manifestant·es. Ils souhaitent utiliser les **procédures de criminalité organisée** pour permettre la récupération d'images (vidéosurveillance, réseaux sociaux) et la comparaison avec le fichier TAJ via la reconnaissance faciale ou la géolocalisation de téléphones.

QUELQUES RAPPELS QUI PEUVENT SAUVER LA MISE :

En cas d'interpellation, il y a quelques réflexes qui peuvent parfois nous éviter des ennuis, pour le reste, on vous invite à vous renseigner avant la manif via des brochures et autres formations :

- Dans beaucoup de villes, **les flics mettent la pression en GAV pour ne pas prendre d'avocat-e** en prétextant que ça ira plus vite et qu'on sortira plus vite. C'est faux, ça n'ira pas plus vite et **ce n'est pas en se privant de ses droits qu'on se protège au mieux !**

· Demander à voir un-e médecin, une-avocat-e (ne pas leur communiquer d'infos préjudiciables pour quiconque) et à faire prévenir une personne proche (qui peut prévenir l'antirep pour trouver un-e avocat-e de confiance).

· **SURTOUT, NE RIEN DECLARER LORS DE L'AUDITION** : c'est un droit et la GAV est là pour rechercher des preuves via des aveux ou déclarations. **Utiliser son droit au silence est la meilleure manière de se défendre dans un premier temps !**

Les contacts du CROC, le collectif antirep local : 06-17-09-49-35 ou 06-13-33-43-25, application sécurisée Signal à CROC.14, mail (caenantirep@riseup.net) ou instagram (@caenantirep)

Nous vous invitons à diffuser ce texte par tous les moyens à votre disposition.